



Prisma Media : non au carnage orchestré par l'empire Bolloré !

La nouvelle est tombée comme un coup de massue le 30 mars : la direction de Prisma Media (*Capital, Télé-Loisirs, GEO, Voici, Femme Actuelle...*), leader de la presse magazine française, vient d'annoncer un nouveau - et très mal nommé - « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) d'une brutalité sans précédent. Au total, ce sont **261 postes qui sont menacés de suppression**, soit près de 40 % des effectifs totaux de l'entreprise. Ce projet intervient après une rupture conventionnelle collective en 2024 (27 postes) et un premier PSE en juillet 2025 touchant 54 postes. Ce PSE, qui est toujours en cours, a été annulé par la cour administrative de Pontoise en décembre 2025 et l'audience en appel se tiendra le 14 avril à Versailles.

Le projet de « réorganisation » est un véritable carnage. Arrêt de plusieurs titres des éditions Prisma (*GEO Histoire et Hors série, Ça m'intéresse Histoire et Questions Réponses, Docteur Good...*), de services entiers comme la fabrication ou le « logistique réglage », qui permettent à nos titres d'être imprimés et distribués. La direction ose justifier ce plan par des difficultés économiques structurelles, alors que Prisma Media réalisait encore en 2025 un chiffre d'affaires de **302 millions d'euros** et dégagait un résultat opérationnel (EBITA) positif de **6 millions d'euros**. Des résultats bien loin de justifier **le plus important PSE de la presse magazine dans l'histoire du pays**. Ce bénéfice, fruit du travail acharné des salarié·es, est donc jugé insuffisant par l'actionnaire majoritaire, Vincent Bolloré, visiblement bien moins dérangé lorsque *Le JDD / JDDNews* perd **7 millions d'euros par an**.

Ce plan frappe au cœur des métiers de l'information avec plus de **90 journalistes sacrifié·es, sans compter l'ensemble des collègues rémunéré·es à la pige, même pas considéré·es comme faisant partie de l'entreprise selon la direction**. La dite direction invoque l'arrivée de l'IA générative et la chute du trafic web pour justifier cette hécatombe, alors qu'elle organise elle-même le déclin de l'entreprise, en sous-traitant la coordination éditoriale et la production de contenus à des officines extérieures.

Après avoir imposé Serge Nedjar (patron de CNews) et Gérard Brice-Viret (patron de Canal+) à la direction des rédactions, Louis Hachette Groupe (LHG) applique désormais une politique de « guerre éclair ». C'est la troisième vague de licenciements depuis le rachat du groupe par le milliardaire breton en 2021, avec des effectifs qui passeraient de près de 900 lors du rachat à un peu moins de 400 si ce projet de PSE venait à se concrétiser. L'objectif est limpide : **purger les rédactions, briser les collectifs de travail, laisser le groupe exsangue et installer un climat de**

terreur pour imposer une ligne éditoriale réactionnaire, comme cela fut fait à i-Télé (devenue CNews) ou au *JDD*.

Face à cette agression frontale, l'heure est à l'unité.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes appellent l'ensemble de la profession mais aussi le ministère de la Culture et le Syndicat des éditeurs de la presse magazine (SEPM) à se mobiliser contre un projet qui met en péril l'écosystème de la presse magazine. Nous refusons de cautionner les pseudos « mesures d'accompagnement » d'un plan dont l'unique but est de dépecer notre outil de travail. Notre objectif est bien de sauver Prisma Media de la mort certaine que lui réserve Bolloré. Nous ne laisserons pas un milliardaire détruire nos vies et l'indépendance de nos titres pour satisfaire ses ambitions politiques et financières.

Paris, le 2 avril 2026.